CLUB des petits déjeuners MC

Nourrir les enfants. Nourrir l'avenir.

English version can be found on page 8.



Mémoire pour les consultations prébudgétaires en prévision du budget fédéral 2025

6 mars 2025

Recommandations

Recommandation n^{o} 1 : Que le gouvernement du Canada poursuive ses négociations avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour conclure des ententes bilatérales supplémentaires dans le cadre du Programme national d'alimentation scolaire (PNAS), afin de finaliser celles-ci avec l'ensemble des provinces et territoires.

Recommandation n^{o} 2 : Que le gouvernement du Canada intègre le PNAS dans la législation afin d'assurer un financement stable et durable à long terme pour les élèves.

Recommandation n^{o} 3 : Que le gouvernement du Canada tire parti de l'expertise unique et éprouvée du Club des petits déjeuners et lui alloue 50 millions de dollars par an, pour un total de 200 millions de dollars sur quatre ans, afin de renforcer les programmes de petits déjeuners existants et de répondre aux besoins prioritaires en collaboration avec les provinces et territoires.

Le Club des petits déjeuners

Compte tenu du contexte politique actuel, qui demeure incertain et en constante évolution, le Club des petits déjeuners (le Club) est heureux de soumettre le présent mémoire prébudgétaire en prévision du budget fédéral 2025, une version mise à jour de notre soumission d'août au Comité permanent des finances (FINA).

Au Canada, l'insécurité alimentaire touche des millions d'enfants chaque jour et les empêche d'apprendre et de s'épanouir. L'accès à une alimentation nutritive est un droit humain universellement reconnu et ne devrait pas être un privilège. En collaboration avec des centaines de partenaires scolaires communautaires à travers le pays, le Club a pour mission de veiller à ce que tous les enfants aient une chance égale de réussir en leur permettant de prendre un petit déjeuner nutritif dans un environnement sûr et bienveillant.

Avec 30 ans d'expérience, le Club est devenu une référence de la lutte contre la faim en milieu scolaire au pays, appuyant, en collaboration avec ses partenaires communautaires, plus de 3 800 programmes, offrant ainsi un accès à une population scolaire totale de plus de 1 million d'élèves, et où environ 655 000 déjeuners sont servis quotidiennement. Notre mission est de nourrir le potentiel des enfants et de favoriser des communautés en santé en s'assurant qu'aucun enfant ne commence sa journée le ventre vide.



Contexte : L'accès à la nourriture n'est pas un privilège

Les efforts pour lutter contre l'insécurité alimentaire chez les enfants ont gagné en ampleur ces dernières années, alimentés par une inflation sans précédent et une reconnaissance croissante du rôle essentiel des programmes d'alimentation scolaire dans le développement sain et le bien-être global des enfants. Malgré les récents progrès, des difficultés subsistent et il est encore plus nécessaire d'agir, car la demande de soutien aux programmes de petits déjeuners en milieu scolaire ne cesse de croître.

En plus de l'inflation, les menaces persistantes de tarifs sur les marchandises continueront de faire grimper le prix des aliments au Canada, exerçant une pression considérable sur les familles de la classe moyenne et augmentant inévitablement la demande pour les programmes d'alimentation scolaire. La hausse du prix des aliments ainsi que l'augmentation des coûts de transport et d'approvisionnement rendent plus difficile pour les écoles de servir le même nombre d'enfants tout en faisant face à des dépenses opérationnelles accrues. Par conséquent, les écoles et les organisations ont plus que jamais besoin de soutien pour répondre aux besoins croissants des élèves vulnérables.

Au-delà des programmes existants qui peinent à répondre à la demande croissante, le Club et ses partenaires jugent que plus de 2 900 écoles ont besoin d'aide pour mettre en place des programmes de petits déjeuners de qualité. Ce chiffre inclut les données fournies par le partenaire du Club en Ontario, par des acteurs régionaux d'autres provinces ainsi que les écoles ayant soumis une demande d'appui au Club.

Le Club des petits déjeuners croit qu'il est essentiel de s'appuyer sur les programmes existants et de créer un modèle durable grâce à une collaboration multisectorielle. Selon les informations publiques et en date de février 2025, les investissements actuels des gouvernements provinciaux et municipaux dans l'alimentation scolaire sont estimés à 382 millions de dollars par année, pour environ 5 millions d'élèves canadiens. Ce montant n'inclut pas les contributions des ententes bilatérales fédérales confirmées, ni celles des secteurs privé et communautaire, qui jouent un rôle clé dans la solution collective. Il va sans dire que pour assurer l'accès à des aliments nutritifs de qualité, des investissements supplémentaires et une meilleure coordination sont nécessaires afin d'assurer une approche globale.

En collaborant avec des experts en nutrition scolaire comme le Club, il est possible de faire encore plus et d'offrir des aliments de qualité à un plus grand nombre d'élèves. En agissant dès maintenant, il est possible de générer des bénéfices immédiats et concrets témoignant d'un engagement fort envers le bien-être des enfants, la réussite éducative, et la résilience à long terme des communautés.

Recommandations détaillées

Recommandation n°1 : Que le gouvernement du Canada poursuive ses négociations avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour conclure des ententes bilatérales supplémentaires dans le cadre du Programme national d'alimentation scolaire (PNAS), afin de finaliser celles-ci avec l'ensemble des provinces et territoires.

Le succès du modèle de financement actuel des programmes d'alimentation scolaire repose sur des partenariats multisectoriels solides et collaboratifs incluant les trois paliers de gouvernements. L'urgence pour le gouvernement fédéral d'en venir à des ententes avec tous les gouvernements provinciaux et territoriaux ne saurait être sous-estimée pour assurer la stabilité et la prévisibilité nécessaires à l'expansion des programmes et à l'accompagnement d'un plus grand nombre d'élèves vulnérables.

Malgré les promesses de financement actuelles, d'importantes lacunes persistent en raison de la hausse des coûts liés aux aliments, au transport et aux opérations. De plus, les mécanismes de financement actuels sont insuffisants pour répondre à la demande croissante, laissant de nombreux programmes dans une situation précaire, ce qui risque de réduire la quantité d'aliments proposés ou le nombre de jours de service. Il est essentiel d'adopter un modèle de partage des coûts avec un investissement fédéral supplémentaire pour combler ces lacunes et garantir un financement pluriannuel stable dans les provinces et territoires signataires.

Cependant, les provinces et territoires qui ne concluront pas d'entente dans les premières semaines du mois de mars 2025 risquent de perdre des millions de dollars en financement pour l'année scolaire 2024-2025, des fonds qui pourraient être déterminants pour donner accès à des repas nutritifs à des milliers d'enfants. Pour les écoles, cela pourrait entraîner une réduction du service de petits déjeuners de cinq à trois jours par semaine, une diminution des portions ou encore l'élimination des fruits frais et de certains aliments riches en protéines. Sans ces investissements essentiels, les programmes d'alimentation scolaire peineront à répondre à la demande et seront contraints de prendre des décisions difficiles qui toucheront directement la santé des enfants et leur capacité d'apprentissage.

Recommandation n°2 : Que le gouvernement du Canada intègre le PNAS dans la législation afin d'assurer un financement stable et durable à long terme pour les élèves.

L'accès garanti à des aliments nutritifs est fondamental pour la santé, l'apprentissage scolaire et le bien-être général des enfants. Tout en respectant les compétences de chaque province et territoire, cette mesure législative permettra non seulement de lutter contre l'insécurité alimentaire, mais aussi de promouvoir un accès équitable à l'éducation, établissant ainsi des bases systémiques solides pour les générations futures.

En s'engageant à mettre en place un mécanisme de financement stable et à long terme, le gouvernement pourra s'assurer que le PNAS profite à l'ensemble du pays en offrant un soutien fiable et continu aux élèves dans le besoin.

La *Loi relative à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants au Canada* engage le gouvernement fédéral à offrir un financement stable et à long terme pour les programmes de garde et d'apprentissage des jeunes enfants. L'intégration du PNAS dans la législation refléterait un engagement du côté de l'alimentation en garantissant un financement constant et prévisible aux programmes de nutrition scolaire. Cela permettrait ainsi d'assurer un accès équitable à des repas nutritifs pour tous les élèves, en plus de lutter contre l'insécurité alimentaire et de soutenir la santé et la réussite scolaire des enfants à travers le Canada.

Ce financement n'est pas destiné à remplacer l'aide provinciale ou publique, mais vise plutôt à bonifier les investissements actuels dans les programmes d'alimentation scolaire et à combler les déficits de financement. Nous pourrons alors améliorer l'efficacité globale des programmes existants et maximiser les retombées des ressources déjà engagées. Le PNAS permettra de créer un effet de synergie, où le financement fédéral viendra compléter et renforcer les initiatives provinciales et locales, menant à une approche plus cohérente et plus complète de la nutrition chez les enfants. Grâce à cette collaboration, aucun enfant ne passera à travers les mailles du filet par faute d'un manque de financement ou de disparités régionales, et le soutien à l'alimentation sera uniforme dans l'ensemble du pays. En tirant avantage de ces investissements, nous favoriserons également l'innovation et les bonnes pratiques, car les ressources et les connaissances pourront être mises en commun pour continuellement améliorer les résultats des programmes.

Le Brésil et la Suède ont enchâssé les investissements en alimentation scolaire dans leur législation il y a plusieurs années. Si nous faisions de même au Canada, notre programme national gagnerait en résilience et en adaptabilité, et pourrait répondre aux nouveaux défis en matière de nutrition et d'insécurité alimentaire chez les enfants. Un tel programme, s'il était intégré aux lois, garantirait un soutien à long terme et faciliterait la planification et l'allocation des ressources, ce qui se traduirait en fin de compte par une amélioration de l'état de santé et des résultats scolaires des élèves.



Recommandation nº3 : Que le gouvernement du Canada tire parti de l'expertise unique et éprouvée du Club des petits déjeuners et alloue 50 millions de dollars par an, pour un total de 200 millions de dollars sur quatre ans, afin de renforcer les programmes de petits déjeuners existants et de répondre aux besoins prioritaires en collaboration avec les provinces et territoires.

Le Club demande au gouvernement une enveloppe de 50 millions de dollars par an pour répondre aux besoins croissants des programmes actuels, en collaboration avec de nombreux partenaires. Grâce à cet investissement, le Club pourrait continuer à collaborer avec les provinces et territoires ainsi qu'avec les écoles et les partenaires communautaires pour compenser, en tout ou en partie, l'inflation dans le secteur alimentaire et le secteur des transports, de même que les dépenses associées au nombre croissant d'élèves ayant recours aux programmes. Cet investissement accru permettrait au Club d'accroître la capacité de ses programmes, d'offrir une plus grande variété de menus respectant le Guide alimentaire canadien, et de ne jamais refuser d'élèves faute de ressources.

L'enveloppe annuelle de 50 millions de dollars permettrait au Club de rehausser considérablement sa contribution quotidienne par enfant. Ce financement additionnel viendrait pallier aux difficultés actuelles et permettrait au Club d'agir promptement pour produire des résultats immédiats et tangibles.

De plus, comme nous l'avons précisé dans notre précédent mémoire prébudgétaire 2025 au Comité permanent des finances, il est essentiel de faire des besoins en infrastructures une priorité dans toutes les provinces et tous les territoires. Malgré les investissements en cours dans le Fonds pour l'infrastructure alimentaire scolaire, des lacunes importantes persistent à travers le pays.

Comme nous en avons fait la preuve dans le contexte du Fonds d'urgence pour la sécurité alimentaire, le Club des petits déjeuners est prêt à collaborer avec le gouvernement fédéral pour répondre rapidement et efficacement aux besoins prioritaires relevés d'un océan à l'autre. Grâce à ses partenariats – passés et présents – avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada, Nutrition Nord Canada et les membres de l'alliance Wiiche'iwaymagon, le Club occupe une position privilégiée pour soutenir le gouvernement du Canada en fournissant une assistance aux communautés vulnérables partout au pays.

Conclusion

Le Club des petits déjeuners veut collaborer avec le gouvernement du Canada pour s'assurer qu'aucun enfant ne commence sa journée le ventre vide. En finalisant les ententes avec les provinces et territoires, en intégrant le PNAS dans la législation, en tirant profit de l'expertise du Club et en répondant aux besoins essentiels des programmes de petits déjeuners, le gouvernement peut améliorer de façon marquée et durable la santé et le bien-être des élèves du pays. Ces mesures répondront à des besoins pressants en plus de jeter les bases d'un programme national d'alimentation scolaire inclusif et durable.

Accrédité par Imagine Canada pour l'excellence de sa transparence, de sa gouvernance et de sa capacité à rendre des comptes, le Club des petits déjeuners est un partenaire stratégique dans le domaine de la nutrition scolaire. Grâce à notre approche collaborative et aux nombreux partenariats scolaires à travers le pays, nous contribuons à fournir une alimentation nutritive à plus d'un million d'élèves dans l'ensemble des provinces et territoires.

Notre bilan est éloquent. Il faut maintenant augmenter le financement du Club pour lui donner les moyens de continuer à transformer la santé des élèves et à stimuler leur réussite scolaire. Nous pressons le gouvernement d'agir avec détermination pour améliorer l'avenir des jeunes d'ici. En investissant dans les programmes de petits déjeuners du Club, le gouvernement respectera son engagement envers la sécurité alimentaire des jeunes, générera des bénéfices à long terme et veillera à ce que chaque enfant puisse manger à sa faim et ainsi s'épanouir.

Appuyé par un réseau d'experts en nutrition scolaire, le Club des petits déjeuners est prêt à contribuer à une mise en œuvre fructueuse du programme national dans chaque province et territoire. L'heure est venue de passer à l'action. Ensemble, nous pouvons changer les choses, concrètement et pour longtemps.

Contact

Judith Barry
Co-fondatrice & Directrice, relations gouvernementales
Judith.barry@clubdejeuner.org

Breakfast CLUB of Canada™

A better start for every child.



Written Submission for the Pre-Budget Consultations in Advance of the 2025 Federal Budget

March 6th, 2025

Recommendations

Recommendation 1: That the Government of Canada continue its negotiations with provincial and territorial governments to sign additional National School Food Program (NSFP) bilateral agreements, with the goal of concluding the remaining ones with all provinces and territories.

Recommendation 2: That the Government of Canada embed the NSFP into legislation to secure sustainable, long-term funding and stability for students.

Recommendation 3: That the Government of Canada leverage Breakfast Club of Canada's (BCC) unique and proven expertise and allocate $50 million per year, for a total of $200 million over four years, to enhance existing breakfast programs and meet priority gaps in collaboration with provinces and territories.

Breakfast Club of Canada

Considering the current political context, which remains uncertain and is rapidly evolving, Breakfast Club of Canada is pleased to provide this pre-budget submission in advance of the 2025 federal budget — an updated version of our August submission — to the Standing Committee on Finance (FINA).

In Canada, food insecurity affects millions of children each day, hindering their ability to learn and thrive. Access to nutritious food is not a privilege: it is a universally recognized human right. In collaboration with hundreds of school community partners across the country, Breakfast Club of Canada is dedicated to ensuring children have an equal chance to succeed by providing access to nutritious breakfasts in a safe and supportive environment.

With 30 years of experience, BCC has become a cornerstone in the fight against school food hunger, supporting with its community partners over 3,800 programs, which provides access to a total school population of over 1 million students that delivers approximately 655,000 breakfasts daily from coast to coast to coast. Our mission is to nurture children's potential and foster healthy communities by making sure no child starts their day on an empty stomach.



Context: Access to Food Is Not a Privilege

Efforts to address child food insecurity have gained momentum in the past few years, fuelled by unprecedented inflation and a growing recognition of the vital role school nutrition programs play in children's healthy development and overall well-being. Despite recent advancements, challenges remain and the need for further action persists as demand for school breakfast program support continues to grow.

In addition to inflation, the ongoing threats of tariffs on goods will continue to drive up food prices for Canadians, placing significant strain on middle-class families and ultimately increasing the demand for school nutrition programs. The increased cost of food, transportation and supplies makes it harder for schools to serve the same number of children while facing higher operational costs. As a result, schools and organizations require more support than ever to meet the growing needs of vulnerable students.

Beyond the existing programs that are struggling to meet these needs, BCC and its partners estimate that over 2,900 schools require assistance to implement high-quality breakfast programs. This includes numbers shared by the Club's partner in Ontario and other regional stakeholders as well as schools that have submitted a request to the Club.

Breakfast Club of Canada believes that we need to build on existing programs and create a sustainable model through multisectoral collaboration. Based on public information as of February 2025, the current provincial and municipal government investments in school nutrition is estimated at $382 million per year, providing food access to the approximately 5 million Canadian students. This does not include the contributions from the confirmed federal bilateral agreements, the contributions of the private and community sectors, which play an important role in the collective solution. It goes without saying that to provide quality nutritious food access, additional investment and coordination are needed to ensure a comprehensive approach.

Partnering with BCC and other school nutrition experts allows for greater impact, expanding access to high-quality food for more students. Acting now will lead to immediate, tangible benefits, demonstrating a strong commitment to child well-being, academic success and the long-term resilience of communities.

Detailed Recommendations

Recommendation 1: That the Government of Canada continue its negotiations with provincial and territorial governments to sign additional National School Food Program (NSFP) bilateral agreements, with the goal of concluding the remaining ones with all provinces and territories.

The success of the current funding model for school food programs relies on strong and collaborative partnerships with multiple stakeholders, including the federal, provincial and territorial governments. The urgency for the federal government to reach agreements with all provincial and territorial governments cannot be underestimated to ensure the stability and predictability needed for program expansion and to support a greater number of vulnerable students.

Despite the current funding commitments, significant gaps persist due to rising food, transportation and operational costs. Furthermore, the current funding mechanisms are insufficient to meet the growing needs, leaving many programs at risk of reducing available foods or days of service. A cost-shared model with additional federal investment is essential to help bridge these gaps and to ensure stable, multi-year funding in the signed provinces and territories.

Failure to sign a bilateral agreement within the first weeks of March 2025 could lead to the loss of millions of dollars in funding for the 2024–2025 school year — funding that would allow thousands of children to receive a healthy meal they would otherwise have to go without. For schools in a province or territory without such an agreement, this could translate into cutting breakfast service (e.g., from five days a week to three), reducing portion sizes, or removing fresh fruit and protein options. Without these essential investments, school food programs will struggle to keep up with demand, forcing difficult choices that directly impact children's health and ability to learn.

Recommendation 2: That the Government of Canada embed the NSFP into legislation to secure sustainable. long-term funding and stability for students.

Consistent access to nutritious food is fundamental to a child's health, academic performance and overall well-being. While respecting jurisdictional scope, this legislative action will not only address food insecurity but also promote equitable access to education, laying a strong systemic foundation for future generations. By committing to a stable, long-term funding mechanism, the federal government can ensure that the benefits of the NSFP are realized nationwide, providing a reliable and continuous support system for students in need.

The *Canada Early Learning and Child Care Act* commits the federal government to providing stable, long-term funding for early learning and childcare programs. Embedding the NSFP into legislation would mirror this commitment by ensuring consistent, predictable funding for school nutrition programs. This would promote equitable access to nutritious food for all students, address food insecurity, and support the health and academic performance of children across Canada.

It must be clear that this funding is not intended to replace the need for provincial and public support. The intent is to leverage current investments in school food programs and support funding gaps. This will enhance the overall effectiveness of existing programs and maximize the impact of previously allocated resources. The NSFP aims to create a synergistic effect, where federal funding complements and strengthens provincial and local initiatives, leading to a more cohesive and comprehensive approach to child nutrition. This collaborative effort will ensure that no child falls through the cracks due to funding shortages or regional disparities, providing a uniform standard of nutritional support across the country. Leveraging these investments will also foster innovation and best practices, as resources can be pooled and knowledge shared to continually improve program outcomes.

Enshrining school food investments into law, as Brazil and Sweden did many years ago, would result in a more resilient and adaptable program capable of addressing evolving challenges in child nutrition and food insecurity. A legislated program would ensure long-term support and facilitate planning and resource allocation, ultimately leading to improved health outcomes and educational achievements for Canadian students.

Recommendation 3: That the Government of Canada leverage Breakfast Club of Canada's (BCC) unique and proven expertise and allocate $50 million per year, for a total of $200 million over four years, to enhance existing breakfast programs and meet priority gaps in collaboration with provinces and territories.

BCC is requesting a sum of $50 million per year to meet the growing needs of current programs in collaboration with multiple partners. This amount will enable BCC to continue collaborating with the provinces and territories, as well as school and community partners, to offset the costs associated with rising food and transportation expenses and the growing number of students who need these programs. The increased investment would allow BCC to expand program capacity, offer a greater variety of menus aligned with Canada's Food Guide and ensure that no student is turned away due to lack of resources.

The proposed annual investment of $50 million would enable BCC to significantly increase its current contribution per child, per day. This additional funding would address existing challenges and enable BCC to act swiftly and deliver immediate and tangible results.

Furthermore, as detailed in our previous pre-budget submission to the Standing Committee on Finance for 2025, it is essential to recognize that infrastructure needs remain a priority across all provinces and territories. Despite the current investment in the School Food Infrastructure Fund, there are still pressing infrastructure gaps across the country.

As demonstrated with the Emergency Food Security Fund, Breakfast Club of Canada has what it takes to partner with the federal government and meet priority needs across the country in a timely and efficient way. Through past and current partnerships with provincial and territorial governments, Agriculture and Agri-Food Canada, Nutrition North Canada and members of the Wiiche'iwaymagon Alliance, BCC is uniquely positioned to support the government in providing immediate assistance to vulnerable Canadian communities.

Conclusion

Breakfast Club of Canada is ready and willing to partner with the Government of Canada to ensure no child starts their day hungry. By finalizing the remaining provincial and territorial agreements, enshrining the NSFP into legislation and leveraging BCC's expertise, the federal government can have a powerful and lasting impact on the health and well-being of students across the country. These actions will not only address immediate needs but also establish the groundwork for resilient, sustainable school food programs.

Accredited by Imagine Canada for excellence in accountability, transparency and governance, BCC is a strategic and trusted student nutrition partner. Through our collaborative approach and the multiple school community partnerships across the country, we work jointly with our partners to provide access to nutritious food to over 1 million students in all provinces and territories.

Our track record of delivering results speaks for itself. With increased funding, BCC will continue to transform student health and boost educational outcomes. We urge the government to act swiftly and decisively to secure a brighter future for our nation's youth. By investing in BCC's school food programs, the government will uphold its commitment to child food security, drive long-term benefits and ensure that every child has the nourishment they need to thrive.

BCC, backed by a network of school nutrition partners, is prepared to contribute to the successful, high-quality implementation of the NSFP in every province and territory. Now is the time for action. Together, we can make a real and systemic impact.

Contact

Judith Barry
Co-Founder & Government Relations Director
judith.barry@breakfastclubcanada.org

